

Table des matières

I-1) Indépendance.....	17
I-1-1) Déclaration commune d'indépendance, signé à Paris, le 31 Décembre 1959	17
I-2) Indigénat.	17
I-2-1) Indigénat - Loi du 28 juin 1881 qui confère aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil la répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat.....	17
I-3) Investissements	18
I-3-1) Loi n°2002/004 du 19 Avril 2002 Portant Charte des Investissements en République du Cameroun	18
Titre préliminaire: Des principes directeurs.....	19
Titre I: Dispositions générales	20
Chapitre premier: Des définitions.....	20
Chapitre II: Champ d'application	21
Chapitre III: Du rôle de l'Etat et du secteur en matière économique	21
Section I: Du rôle de l'Etat en matière économique	21
Section II: Du rôle du secteur privé en matière économique.....	22
Titre II: De la gestion des marchés	22
Chapitre premier: Des principes généraux et des droits fondamentaux.....	22
Chapitre II: De la libéralisation, de l'ouverture et de la concurrence.....	24
Section I: De la libéralisation des marchés locaux	24
Section II: De l'ouverture extérieure et de l'intégration régionale	24
Titre III: De la gestion des incitations.....	24
Chapitre premier: Du système des incitations	24
Section I: Des incitations générales	24
Section II: Des incitations spécifiques.....	25
Chapitre II: De l'application de la charte	26
Section I: Du mode d'application de la charte.....	26
Section II: Du contrôle du respect des textes et de facilitation des investissements et des exportations.....	26
Chapitre III: Des institutions de promotion et de facilitation des investissements et des exportations.....	26
Titre IV: De la promotion de l'initiative privée.....	26

Titre V: Des principes de gestion des institutions.....	26
Titre VI: Des incitations fiscales et douanières.....	26
Titre VII: De l'organisation du système financier.....	27
Titre VIII: Des dispositions diverses, transitoires et finales.....	28
J-1) Jeux	29
J-1-1) Loi n° 89/026 du 29 décembre 1989 fixant le régime des jeux.....	29
J-1-2) Décret n° 92/050/PM du 17 février 1992 fixant les modalités d'autorisation et de contrôle des jeux de divertissement et des jeux de hasard	30
Titre I: Des jeux de diversement	30
Chapitre I: De l'autorisation et des conditions d'exploitation	30
Section I: De l'autorisation	30
Section II: Des conditions d'exploitation	31
Chapitre II: Du contrôle de l'exploitation	32
Chapitre III: Des sanctions administratives.....	32
Titre II: Des jeux de hasard autorisés	33
Chapitre I: Des loteries et des tombolas	33
Section I: De l'autorisation et des conditions d'exploitation.....	33
Sous-section I: De l'autorisation	33
Sous-section II: Des conditions d'exploitation	35
Section III: Des sanctions administratives.....	36
Chapitre II: Des casinos	36
Section I: De l'autorisation d'exploitation.....	36
Section II: De la commission interministérielle	37
Section III: Des conditions d'exploitation	38
Section IV: De l'administration et du fonctionnement du casino.....	39
Section V: Du contrôle	41
Section VI: Des sanctions administratives.....	41
Titre IV: Des dispositions communes	42
L-1) Lettres patentes	43
L-1-1) Lettres patentes accordées à Christophe Colomb, 30 avril 1492	43
L-2- Litiges agro-pastoraux.....	45
L-2-1) Décret n°78-263 du 3 Juillet 1978 fixant les modalités de règlement des litiges agro-pastoraux.....	45
M-1) Maintien de l'ordre.....	47

M-1-1) Loi n° 90-54 du 19 décembre 1990 relative au maintien de l'ordre.....	47
Chapitre I: Des dispositions générales.....	47
Chapitre II: Des pouvoirs des autorités administratives	47
Chapitre III: Des l'usage des armes.....	47
Chapitre IV: Des dispositions pénales diverses.....	48
M-2) Micro finance La réglementation CEMAC en matière de Micro finance.....	48
M-2-1) REGLEMENT N°01/02/CEMAC/UMAC/ COBAC Relatif aux Conditions d'Exercice et de Contrôle de l'Activité de Micro finance dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale	48
Titre I: Des dispositions générales.....	49
Titre II: Des opérations et services autorisés	51
Titre III: De l'organisation	52
Chapitre I: Des réseaux, organe faitier et organe financier	52
Chapitre II: Des dispositions particulières à certains établissements.....	53
Chapitre III: Des l'organisation de la profession	54
Titre IV: Des agréments, autorisation préalable, déclaration et interdictions	55
Chapitre I: De l'agrément.....	55
I.1: Agréments des établissements.....	55
I.1.1: Conditions générales	55
I.1.2: Conditions particulières aux réseaux	56
I.1.3: Conditions particulières aux organes faitiers	56
I.2: Agréments des dirigeants et des commissaires aux comptes	57
I.2.1: Conditions générales	57
I.2.2: Conditions particulières aux dirigeants	58
I.2.3: Conditions particulières aux dirigeants des organes faitiers	59
I.2.4: Conditions particulières aux commissaires aux comptes	59
Chapitre II: Des autorisations préalables et déclarations.....	60
Chapitre III: Interdictions	61
Titre V: Des normes règlementaires	61
Titre VI: De la surveillance et du contrôle des établissements.....	62
Titre VII: Des sanctions	63
Titre VIII: De l'administration provisoire.....	65
Titre IX: De la liquidation	65
Titre X: Dispositions diverses	65

Titre XI: Des dispositions transitoires et finales.....	66
M-3) Monnaie et Franc CFA.....	66
M-3-1) Convention de coopération monétaire entre les États membres de la banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) et la République Française du 23 novembre 1972.....	66
O-1) Ohada.....	70
O-1-1) Acte uniforme portant sur le droit commercial général adopté le 15 décembre 2010 à Lomé	70
Chapitre préliminaire: Champ d'application	70
Livre I: Statut du commerçant et de l'entrepreneur.....	71
Titre I: Statut du commerçant.....	71
Chapitre I: Définition du commerçant et des actes de commerce.....	71
Chapitre II: Capacité d'exercer le commerce	72
Chapitre III: Obligations comptables du commerçant	73
Chapitre IV: Prescription	74
Titre II: Statut de l'entrepreneur.....	75
Chapitre I: Définition de l'entrepreneur	75
Chapitre II: Obligations comptables de l'entrepreneur.....	76
Chapitre III: Prescription	76
Livre II: Registre du commerce et du crédit immobilier	77
Titre I: Dispositions générales	77
Chapitre I: Mission du registre du commerce et du crédit immobilier.....	77
Chapitre II: Organisation du registre du commerce et du crédit immobilier	78
Titre II: Immatriculation au registre du commerce et du crédit immobilier	81
Chapitre I: Conditions de l'immatriculation	81
Section I: Immatriculation des personnes physiques	81
Section II: Immatriculation des personnes morales	83
Section III: Disposition communes à l'immatriculation des personnes physiques et morales	84
Section IV: Mentions modificatives, complémentaires et secondaires	85
Section V: Radiation	86
Chapitre II: Effets de l'immatriculation.....	87
Titre III: Déclaration d'activité de l'entrepreneur au registre du commerce et du crédit immobilier	88

Titre IV: Contentieux relatif au registre du commerce et du crédit immobilier	90
Titre V: Dispositions particulières	91
Livre III: Fichier national.....	92
Chapitre I: Dispositions générales.....	92
Chapitre II: Organisation du fichier national.....	93
Livre IV: Fichier régional.....	94
Chapitre I: Dispositions générales.....	94
Chapitre II: Organisation du fichier régional.....	94
Livre V: Informatisation du registre du commerce et du crédit immobilier du Fichier national et du Fichier régional.....	95
Chapitre I: Principes généraux de l'utilisation des procédures électroniques.....	95
Chapitre II: Validité des documents électroniques et des signatures électroniques.....	95
Chapitre III: Utilisation et conservation des documents électroniques.....	97
Chapitre IV: Utilisation de la voie électronique pour la transmission des documents	99
Chapitre V: Publicité et diffusion des informations des registres sous forme électronique	100
Livre VI: Bail à usage professionnel.....	101
Titre I: Bail à usage professionnel.....	101
Chapitre préliminaire: Champ d'application	101
Chapitre I: Conclusion et durée du bail	101
Chapitre II: Obligations du bailleur	102
Chapitre III: Obligations du preneur	103
Chapitre IV: Loyer	104
Chapitre V: Cession et sous-location	104
Chapitre VI: Conditions et formes du renouvellement.....	105
Chapitre VII: Résiliation du bail.....	107
Chapitre VIII: Dispositions d'ordre public.....	108
Titre II: Fond de commerce.....	108
Chapitre I: Définition du Fond de commerce	108
Chapitre II: Modes d'exploitation du Fond de commerce.....	109
Chapitre III: Cession du Fond de commerce	101
Livre VII: Intermédiaires de commerce.....	115

Titre I: Dispositions communes.....	115
Chapitre I: Définition et champ d'application.....	115
Chapitre II: Constitution et étendue du pouvoir de l'intermédiaire	116
Chapitre III: Effets juridiques des actes accomplis par l'intermédiaire.....	116
Chapitre IV: Cessation du mandat de l'intermédiaire.....	118
Titre II: Commissionnaire	118
Titre III: Courtier.....	120
Titre IV: Agents commerciaux	121
Livre VIII: Vente commerciale	125
Titre I: Champ d'application et disposition générale	125
Chapitre II: Dispositions générales	125
Titre II: Formation du contrat	126
Titre III: Obligations des parties.....	128
Chapitre I: Obligations du vendeur	128
Section I: Obligation de livraison	128
Section II: Obligation de conformité	128
Section III: Obligation de garantie.....	129
Chapitre II: Obligations de l'acheteur.....	129
Section I: Paiement du prix.....	129
Section II: Prise de livraison.....	130
Titre IV: Effets du contrat.....	131
Chapitre I: Transfert de propriété.....	131
Chapitre II: Transfert des risques	131
Titre V: Inexécution et responsabilité.....	132
Chapitre I: Dispositions générales.....	132
Chapitre II: Inexécution des obligations du vendeur	132
Chapitre III: Inexécution des obligations de l'acheteur.....	133
Chapitre IV: Intérêt et Dommages- intérêt.....	133
Chapitre V: Exonération de responsabilité	134
Chapitre VI: Rupture du contrat	134
Chapitre VII: Prescription.....	135
Livre IX: Dispositions transitoires et finales.....	135
O-2) Organisations Non Gouvernementales	136

O-2-1) Loi n°99/014 du 22 décembre 1999 régissant les Organisations Non	
Gouvernementales	136
Chapitre I: Dispositions générales.....	136
Chapitre II: L'agrément	136
Chapitre III: De l'organisation et du fonctionnement	138
Chapitre IV: De la dissolution	140
Chapitre V: Des sanctions pénales	141
Chapitre VI: Des dispositions diverses, transitoires et finales.....	141
O-3) Organisation judiciaire	142
O-3-1) Loi n° 2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire	142
Chapitre I: Des dispositions générales	142
Chapitre II: Du Tribunal de Première Instance	145
Chapitre III: Du Tribunal de Grande Instance	147
Chapitre IV: De la Cour d'Appel.....	149
Chapitre V: Du Juge d'Instruction	152
Chapitre VI: Du Parquet et du ministère public	154
Chapitre VII: Dispositions transitoires et finales	155
P-1) Partis politiques	156
P-1-1) Décret n° 2001/305 du 08 octobre 2001 fixant l'organisation, la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement de la Commission de Contrôle de l'Utilisation des Fonds destinés au financement public des partis politiques et des campagnes électorales	156
Chapitre I: Dispositions générales.....	156
Chapitre II: De l'organisation et du fonctionnement de la commission	157
Section I: De l'organisation	157
Section II: Du fonctionnement.....	157
Chapitre III: Dispositions diverses et finales	158
P-2) Pétrole.....	159
P-2 -1) Arrêté n°O22/MINMEE du 28 Septembre 2001 précisant certaines conditions d'exercice des activités du secteur pétrolier aval.	159
Chapitre I: Des généralités.....	159
Chapitre II: De la création et de l'exploitation des dépôts pétroliers	160
Chapitre III: De la création et de l'exploitation des installations portuaires ou aéroportuaires de vente de soutes.....	162

Chapitre IV: De la création et de l'exploitation des installations et équipements de mise à la consommation des produits pétroliers	163
Section I: Des stations de service	164
Section II: Des centres de redistribution et points de vente du gaz domestique.....	164
Section III: Les installations pétroliers à usage privé	164
Chapitre V: Du recyclage des déchets hydrocarbures	164
Chapitre VI: De la formation des agents du secteur pétrolier	165
R-1) Renseignement	166
R-1-1) Loi n° 2011/007 du 06 mai 2011 autorisant le Président de la République à prendre des ordonnances sur la sécurisation des activités de renseignement au Cameroun.....	166
R-2) Réquisitions	166
R-2-1) Décret n° 68/df/361 du 4 septembre 1968 fixant certaines modalités d'application de la loi n° 68/lf/4 du 11 juin 1968 portant organisation du régime des réquisitions.....	166
Chapitre I: Réquisitions des personnes	171
Chapitre II: Réquisitions des biens meublés	172
Chapitre III: Réquisitions d'immeubles	174
Chapitre IV: Dispositions diverses	175
R-3) Réunions et manifestations publiques.....	175
R-3-1) Loi n°90-055 du 19 décembre 1990 portant régime des réunions et des manifestations publiques.	175
Chapitre I: Dispositions générales.....	175
Chapitre II: Des réunions publiques.....	175
Chapitre III: Des manifestations publiques	176
Chapitre IV: Des dispositions pénales et diverses.....	176
R-4) Routes.....	177
R-4 -1) Décret n° 2005/155 du 09 mai 2005 portant création, organisation et fonctionnement du Conseil de la Route	177
Chapitre I: Dispositions générales.....	177
Chapitre II: De l'organisation et du fonctionnement du Conseil.....	178
Chapitre III: Des dispositions diverses et finales	180
S-1) Sénat	180
S-1-1) Loi n° 2006/005 du 14 Juillet 2006 fixant les conditions d'élection des sénateurs.....	180
Chapitre premier: Dispositions générales	180

Chapitre II: Du mode de scrutin	181
Chapitre III: Des conditions d'éligibilité et des incompatibilités	182
Chapitre IV: Du collège électoral	182
Chapitre V: Des commissions régionales de supervision	182
Chapitre VI: Des listes électorales.....	183
Chapitre VII: Des cartes électorales	184
Chapitre VIII: Des bureaux de vote.....	184
Chapitre IX: Du contentieux électoral et de la proclamation des résultats	184
Chapitre X: Dispositions diverses, transitoires et finales.....	185
S-2) Sûreté de l'Etat	185
S-2-1) Décret n° 70/DF/264 du 04 juin 1970 relatif à la Sûreté Intérieure de l'Etat.....	185
S-3) Syndicats.....	188
S-3-1) Loi n° 68/LF/19 du 18 novembre 1968 relative aux associations ou syndicats professionnels non régis par le code du travail	188
T-1) Télécommunications	189
T-1-1) Loi n° 98/014 du 14 Juillet 1998 régissant les télécommunications au Cameroun.....	189
Titre I: Dispositions générales	189
Titre II: Du régime juridique des réseaux et des services de télécommunications....	194
Chapitre I: De la concession	194
Chapitre II: De l'autorisation	195
Chapitre III: De la déclaration	196
Chapitre IV: Dispositions communes aux régimes d'autorisation et de déclaration	197
Chapitre V: De l'obligation de service universel	198
Titre III: Des différends des télécommunications.....	198
Chapitre I: Des organes de régulation et de contrôle des télécommunications	198
Chapitre II: De la gestion du spectre des fréquences	200
Chapitre III: De l'interconnexion et de l'accès au réseau.....	200
Chapitre IV: Du partage des infrastructures.....	201
Chapitre V: De la numérotation.....	202
Chapitre VI: De la publication des listes d'abonnés et des institutions étrangères	202
Chapitre VII: Des équipements terminaux	202

Chapitre VIII: Des prestations de cryptologie	203
Chapitre IX: Du règlement des différends et du contrôle.....	203
Titre IV: Des servitudes	205
Chapitre I: Des servitudes et des droits de passage	205
Chapitre II: De l'expropriation et de l'indemnisation	206
Chapitre III: De la déclaration	206
Titre V: Dispositions diverses, transitoires	209
T-1-2) Décret n°2001/830/PM du 19 Septembre 2001 définissant les modalités d'autorisation d'exploitation des réseaux de télécommunications	210
Titre I: Dispositions générales	210
Chapitre I: Des définitions	210
Chapitre II: Champ d'application	212
Titre II: Des modalités d'octroi des autorisations d'exploitation des réseaux de première catégorie	213
Chapitre I: De la procédure et des conditions de délivrance des autorisations	213
Chapitre II: Des conditions générales d'exploitation	216
Titre III: Des modalités d'octroi des autorisations d'exploitation des réseaux de deuxième catégorie.....	221
Chapitre I: Conditions générales.....	221
Chapitre II: Des conditions techniques d'exploitation	222
Titre IV: Des modalités d'octroi des autorisations d'exploitation des réseaux de troisième catégorie	222
Chapitre I: Conditions générales.....	222
Chapitre II: Des conditions techniques d'exploitation	223
Titre V: Des sanctions	224
Titre VI: Dispositions diverses, transitoires et finales.....	225
T-2) Tourisme	226
T-2-1) Loi n°98-6 du 14 avril 1998 relative à l'activité touristique	226
Chapitre I: Des dispositions générales	226
Chapitre II: Des conditions d'exercice des activités touristiques.....	228
Chapitre III: De la protection du touriste ou du client	231
Chapitre IV: De la promotion du tourisme	232
Chapitre V: Des dispositions pénales	233
Chapitre VI: Des dispositions diverses, transitoires et finales.....	236

T-3) Traité.....	237
T-3-1) Traité Germano-Douala du 12 juillet 1884	237
T-3-2) Traité de Versailles de 1919	237
Pacte de Société des Nations	242
Annexe	252
I : Membres originaires de la Société des Nations signataires du traité de paix	252
II : Premier secrétaire général de la Société des Nations.....	253
PARTIE II : Frontières d'Allemagne	253
PARTIE III : Clauses politiques européennes	257
Section I: Belgique	257
Section II: Luxembourg	259
Section III: Rive gauche du Rhin	259
Section IV: Bassin de la Sarre	260
Annexe:	262
Chapitre premier: Des propriétés minières cédées et de leur exploitation	262
Chapitre II: Gouvernement du territoire du bassin de la Sarre	265
Chapitre III: Consultation populaire.....	268
Section IV: Alsace-Lorraine	270
Annexe:	278
PARTIE IV : Droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne	279
Section I: Colonies allemandes	280
Section II: Chine	281
Section III: Siam	282
Section IV: Liberia.....	283
Section V: Maroc	283
Section VI: Égypte	284
Section VII: Turquie et Bulgarie.....	286
Section VIII: Chantoung	286
PARTIE V : Clauses militaires, navales et aériennes.....	286
Section I: Clauses militaires.....	287
Chapitre premier: Effectifs et encadrement de l'armée allemande	287
Chapitre II: Armements, munitions et matériels.....	288
Chapitre III: Recrutements et instruction militaire	290

Chapitre IV: Fortifications	292
Section II: Clauses navales.....	295
Section III: Clauses concernant l'aéronautique militaire et navale	300
Section IV: Commission interalliées de contrôle	302
Section V: Clauses générales.....	304
PARTIE VI: Prisonniers de guerre et sépultures.....	304
Section I: Prisonniers de guerre	304
Section II: Sépultures	306
PARTIE VII: Sanctions	307
PARTIE VIII: Réparations	308
Section I: Dispositions générales	308
Annexe I:	311
Annexe II:	312
Annexe III:	517
Annexe IV:	319
Annexe V:	322
Annexe VI:	324
Annexe VII:	325
Section II: Dispositions particulières	326
PARTIE IX: Clauses financières.....	327
PARTIE X: Clauses économiques.....	332
Section I: Relations commerciales.....	332
Chapitre premier: Réglementation, taxes et restrictions douanières.....	332
Chapitre II: Traitement de la navigation.....	334
Chapitre III: Concurrence déloyale.....	335
Chapitre IV: Traitement des ressortissants des puissances alliées et associées.....	336
Chapitre V: Clauses générales	337
Section II: Traités	337
Section III: Dettes	341
Annexe :	343
Section IV: Biens, droits et intérêts.....	347
Annexe :	350
Section V: Contrats, prescriptions, jugements.....	354

Annexe :	356
I: Dispositions générales	356
II: Dispositions particulières à certaines catégories de contrats	357
III: Contrats d'assurances	358
Section VI: Tribunal arbitral mixte	361
Annexe :	362
Section VII: Propriété industrielle	363
Section VIII: Assurances sociales et assurances d'État dans les territoires cédés	367
PARTIE XI: Navigation aérienne	367
PARTIE XII: Ports, voies d'eau et voies ferrées	369
Section I: Dispositions générales	369
Section II: Navigation	370
Chapitre premier: Liberté de navigation	370
Chapitre II: Zones franches dans les ports	371
Chapitre III: Clauses relatives à l'Elbe, à l'Oder, au Niémen(Russstrom-Memel-Niemen) et au Danube	372
Chapitre IV: Clauses relatives au Rhin et à la Moselle	377
Chapitre V: Clauses donnant à l'État tchéco-slovaque l'usage de ports du Nord	381
Section III: Chemins de fer	382
Chapitre premier: Clauses relatives aux transports internationaux	382
Chapitre II: Matériel roulant	383
Chapitre III: Cession de lignes de chemins de fer	383
Chapitre IV: Dispositions concernant certaines lignes de chemins de fer	384
Chapitre V: Dispositions transitoires	385
Section IV: Jugement des litiges et révision des clauses permanentes	385
Section V: Dispositions particulières	385
Section VI: Clauses relatives au canal de Kiel	386
PARTIE XIII: Travail	387
Section I: Organisation du travail	387
Chapitre premier: Organisation	387
Chapitre II: Fonctionnement	391
Chapitre III: Prescriptions générales	396
Chapitre IV: Mesures transitoires	396

PARTIE XIV: Garanties d'exécution	398
Section I: Europe occidentale	398
Section II: Europe orientale.....	399
PARTIE XV: Clauses diverses	400
Annexe :	400
Protocole:	406
T-3-3) Traité France-Cameroun. Décret français n°61-877 du 31 juillet 1961 portant publication des traités et accords conclus entre la France et le Cameroun le 13 novembre 1960	408
Traité de coopération:	408
T-4) Traite des Noirs	410
T-4-1) Le Code noir -Édit du roi de France sur les esclaves des îles de l'Amérique, Mars 1685, à Versailles	410
T-4-2) Messages du président Lincoln sur l'esclavage-6 mars 1862.....	420
T-4-3) Messages du président Lincoln sur l'esclavage-14 juillet 1862.....	422
T-4-4) Proclamation du président Lincoln relative à l'émancipation des esclaves rebelles-22 septembre 1862.....	422
T-4-5) Proclamation du président Lincoln décrétant l'émancipation des esclaves dans les États révoltés-1er janvier 1863.	424
T-4-6) Constitution des États-Unis.	425
T-5) TribunalCriminel Spécial.....	432
T-5-1) Loi n°2011/028 du 14 décembre 2011 portant création d'un Tribunal Criminel Spécial.....	432
Chapitre I: Dispositions générales	432
Chapitre II: De la procédure	433
Chapitre III: Dispositions transitoires et finales	434
U-1) Urbanisme	435
U-1-1) Loi n° 2004-003 du 21 avril. 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun	435
Titre I: Des règlements généraux d'urbanisme, d'aménagement urbain et de construction	435
Chapitre I: Dispositions générales d'utilisation du sol.....	435
Section I: Dispositions générales	435
Section II: Des règles générales d'urbanisme et de construction	436
Chapitre II: Des prévisions et des règles d'urbanisme.....	438

Section I: Des dispositions communes	438
Section II: De la définition et de l'élaboration des documents d'urbanisme	439
Paragraphe I: Plan directeur d'urbanisme	439
Paragraphe II: Du plan d'occupation des sols	440
Paragraphe III: Du plan de secteur	441
Paragraphe IV: Du plan sommaire d'urbanisme	441
Section III: Des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol	442
Chapitre III: De l'implication des populations et de la société civile.....	442
Titre II: De l'aménagement foncier	442
Chapitre I: Des opérations d'aménagement.....	442
Section I: De la restructuration et/ou de la rénovation urbaine	443
Section II: Des lotissements.....	444
Section III: Des opérations d'aménagement concrète	445
Chapitre II: Des organismes d'études et d'exécution.....	446
Section I: Des agences d'urbanisme	446
Section II: Des établissements publics d'aménagement	446
Section III: Des groupements d'initiative foncière urbaine.....	446
Chapitre III: Des dispositions financière.....	447
Section I: Du financement des dépenses d'aménagement	447
Section II: Des ressources tirées de l'urbanisation	448
Chapitre IV: Du Droit de préemption	448
Chapitre V: Des réserves foncières urbaines	449
Chapitre VI: De la sécurité foncière urbaine	450
Titre III: Des règles relatives à l'acte d'utiliser le sol et de construire	450
Chapitre I: Dispositions générales.....	450
Chapitre II: Du certificat d'urbanisme	451
Chapitre III: De l'autorisation de lotir	451
Chapitre IV: Du permis d'implanter	451
Chapitre V: Du permis de construire	452
Chapitre VI: Du permis de démolir	453
Titre IV: Du contrôle, des infractions et des sanctions	454
Chapitre I:	454
Section I: Des dispositions générales.....	454

Section II: Du certificat de conformité	455
Chapitre II: Des infractions et sanctions	455
Titre V: Des dispositions diverses, transitoires et finales	456

I-1) Indépendance

I-1-1) Déclaration commune d'indépendance, signé à Paris, le 31 Décembre 1959

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Cameroun,

Ayant décidé en 1958 d'un commun accord de fixer la date de l'indépendance du Cameroun au 1er janvier 1960,

Conformément à la décision de l'assemblée générale des Nations Unies de mettre fin à l'accord de tutelle à cette même date,

Déclarent leur volonté de fonder désormais leurs rapports sur le respect mutuel de la pleine souveraineté de leurs Etats,

En conséquence,

Le Gouvernement de la République française reconnaît le Cameroun en tant qu'Etat indépendant et souverain.

La République française cesse d'exercer les compétences qu'elles assumaient à l'égard du Cameroun en tant que puissance chargée de l'administration par l'accord de tutelle du 13 Décembre 1946. L'ordonnance n° 58-1375 du 30 décembre 1958 portant statut du Cameroun et les conventions franco-camerounaises qui lui sont annexées cesseront d'avoir effet le 1er janvier 1960.

A compter de cette date, les rapports des deux Etats sont régis par le droit international, dans un esprit de confiance réciproque, de compréhension mutuelle et de coopération.

Les deux Gouvernements saisissent cette occasion pour affirmer leur volonté de maintenir les liens d'amitié qui se sont établis entre les deux peuples.

Michel Debré

Ahmadou Ahidjo

I-2) Indigénat

I-2-1) Indigénat - Loi du 28 juin 1881 qui confère aux administrateurs des communes mixtes en territoire civil la répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 10.680. — LOI qui confère aux Administrateurs des communes mixtes en territoire civil la répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'Indigénat.

Du 28 Juin 1881.

(Promulguée au Journal officiel du 29 juin 1881.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La répression, par voie disciplinaire, des infractions spéciales à l'indigénat appartient désormais, dans les communes mixtes du territoire civil, aux administrateurs de ces communes. — Ils appliqueront les peines de simple police aux faits précisés par les règlements comme constitutifs de ces infractions.

ARTICLE 2. — L'administration insérera sur un registre coté et parafé la décision qu'elle aura prise, avec indication sommaire des motifs. — Extrait certifié dudit registre sera transmis chaque semaine, par la voie hiérarchique, au gouverneur général.

ARTICLE 3. — Le droit de répression par voie disciplinaire n'est concédé aux administrateurs que pour une durée de sept ans à compter du jour de la promulgation de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

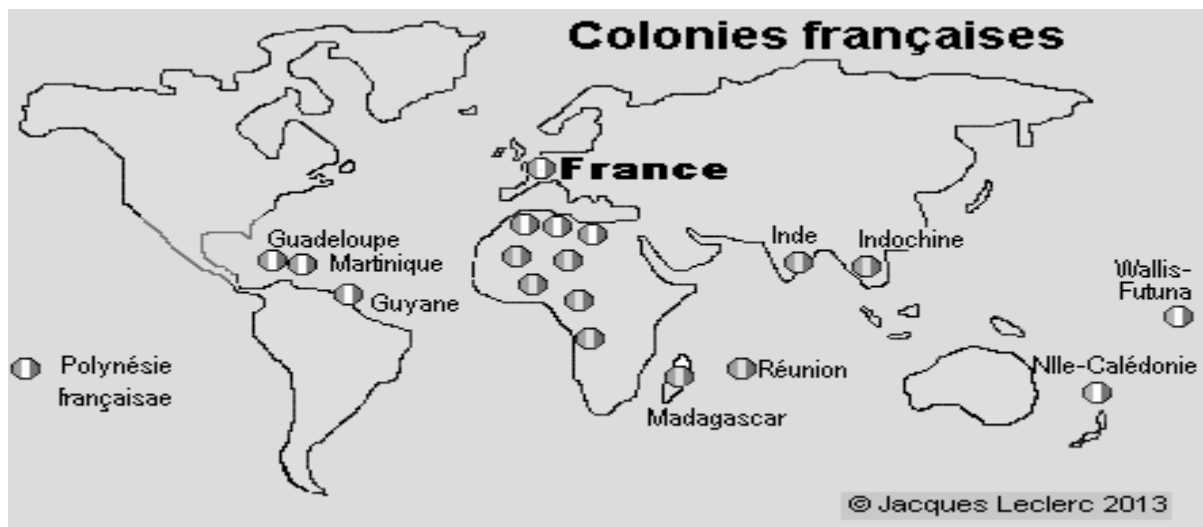
Fait à Paris, le 28 juin 1881.

Signé : JULES GRÉVY.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,

Signé : JULES CAZOT.

Code de l'indigénat



Le *Code de l'indigénat* distinguait deux catégories de citoyens: les *citoyens français* (de souche métropolitaine) et les *sujets français*, c'est-à-dire les Africains noirs, les Malgaches, les Algériens, les Antillais, les Mélanésien, etc., ainsi que les travailleurs immigrés. Les *sujets français* soumis au *Code de l'indigénat* étaient privés de la majeure partie de leur liberté et de leurs droits politiques. Ce système sur beaucoup de points s'assimilait à de l'esclavage. En fait, ce code est une législation d'exception pour les « indigènes » des colonies. Adoption, le 28 juin 1881. Législature de la Troisième République ; Gouvernement Jules FERRY. Abrogation décrétée le 22 décembre 1945 pour fin le 1^{er} janvier 1946.

I-3) Investissements

I-3-1) Loi n° 2002/004 du 19 Avril 2002 Portant Charte des Investissements en République du Cameroun

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté,

le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er}. - La présente loi porte Charte des Investissements en République du Cameroun, ci-après désignée la « Charte ».

Titre préliminaire: Des principes directeurs

Art. 2.- Dans sa volonté de bâtir une économie compétitive et prospère par le développement des investissements et de l'épargne, et en exécution des objectifs de son action économique et sociale, la République du Cameroun se fixe les orientations ci-après :

-la réaffirmation du choix de l'économie de marché comme mode d'organisation économique privilégié ;

-la réaffirmation du rôle essentiel de l'Etat pour la promotion du développement économique et social ;

-la reconnaissance du rôle clé de l'entrepreneur, de l'investisseur et de l'entreprise privée comme facteurs cruciaux de création de richesses et d'emplois devant faire l'objet d'une attention particulière de la part, non seulement de l'ensemble de l'appareil étatique, mais aussi, de toute la société ;

-l'engagement à préserver la liberté d'entreprise et la liberté d'investissement ;

-l'engagement à maintenir un cadre macroéconomique sain ;

-l'engagement à assurer la flexibilité et la réversibilité des processus décisionnels dans le sens du renforcement de la compétitivité de l'économie ;

-la clarification du rôle de l'Etat et des institutions en matière économique et sociale comme acteur collectif recherchant le plein emploi des ressources nationales par des actions appropriées et tenant compte des forces et faiblesses du marché, du secteur privé et de la société civile, dans le souci de l'état de droit et la bonne gouvernance ;

-le recentrage et le renforcement du rôle de l'université et du système national de recherche scientifique et technique comme facteur critique de transformation et de maîtrise des structures économiques et sociales ;

-la promotion de l'entrepreneurship comme moteur de valorisation du potentiel de créativité du Cameroun, condition préalable pour la création des entreprises viables et compétitives et facteur déterminant pour résoudre durablement le problème du chômage et de la pauvreté ;

-la sauvegarde de l'environnement écologique et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du sol et du sous-sol en vue d'un développement sain et durable ;

-la promotion et la facilitation active des investissements et des exportations en cohérence avec la valorisation du potentiel entrepreneurial ;

-la prise en compte des secteurs spécifiques ou particuliers qui nécessitent des mesures propres en tenant compte des contraintes liées notamment aux conditions d'exploitation et à la mise en valeur des ressources naturelles locales ;

-la préoccupation à établir un cadre institutionnel et réglementaire approprié, garantissant la sécurité des investissements, l'appui aux investisseurs et le règlement équitable et rapide des différends sur les investissements et les activités commerciales et industrielles ;

- la nécessité de disposer d'un système financier adéquat permettant une intermédiation financière efficace et en particulier, assurant une bonne mobilisation de l'épargne et son orientation vers les activités les plus productives et vers les investissements à haut rendement;
- l'intérêt de disposer d'un système d'information fiable et efficace utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- l'engagement à rendre effectives toutes mesures nécessaires préconisées par les organes de coordination et de supervision créés par la présente Loi portant Charte des Investissements en République du Cameroun ;
- l'engagement à promouvoir un réel partenariat entre l'Etat, le secteur privé et la société civile comme condition de recherche d'une meilleure efficacité globale de l'économie ;
- la mise en place d'une fiscalité incitative et attractive pour les investisseurs et qui prendrait en compte, d'une part, la spécificité de l'imposition des équipements de production et, d'autre part, les exigences de la compétitivité à l'exportation.

Titre I: Dispositions générales

Chapitre premier: Des définitions

Art. 3.- Est considérée comme investisseur au sens de la présente Loi, toute personne physique ou morale camerounaise ou étrangère, résidente ou non-résidente, qui acquiert un actif au titre de l'exercice de ses activités en prévision d'un rendement.

Art. 4.- Est considéré comme investissement au sens de la présente Loi, un actif détenu par un investisseur, en particulier :

- une entreprise ;
- les actions, parts de capital ou autres formes de participation au capital d'une entreprise ;
- les obligations et autres titres de créance ;
- les créances monétaires ;
- les droits de propriété intellectuelle ;
- les droits au titre des contrats à moyen et long terme notamment les contrats de gestion, de production, de commercialisation ;
- les droits conférés par la loi et les règlements notamment les concessions, licences, autorisations ou permis ;
- tout autre bien corporel ou incorporel, meuble ou immeuble, tous les droits connexes de propriété.

Art. 5.- Aux termes de la présente Loi, l'Etat recouvre l'ensemble des institutions publiques prévues par la Constitution.

Chapitre II: Champ d'application

Art. 6.- La présente Loi définit le cadre de promotion des investissements conformément à la stratégie globale de développement qui vise l'amélioration, la pérennisation de la croissance, la création d'emplois dans tous les secteurs d'activités économiques et le bien-être social des populations.

Art. 7.- Les dispositions de la présente Loi s'appliquent aux opérations d'investissement relatives à la création, à l'extension, au renouvellement, au réaménagement et/ou au changement d'activité.

Chapitre III: Du rôle de l'Etat et du secteur en matière économique

Section I: Du rôle de l'Etat en matière économique

Art. 8.- (1) Dans le cadre de ses missions fondamentales, l'Etat administre la Nation, garantit le droit à la justice et à la sécurité aux personnes et à leurs biens.

A cet effet, l'Etat s'engage notamment à :

-former et sensibiliser ses agents afin que l'accomplissement de ses missions ne constitue pas une entrave au bon fonctionnement du système économique ;

-mettre fin à toutes formes de tracasseries administratives ou policières et, en particulier, à éviter toutes entraves à la circulation des personnes et des biens ;

-combattre en son sein tout comportement conduisant à la corruption et/ou à l'aliénation du bien public ;

-accélérer le traitement des dossiers administratifs ;

-accélérer le traitement des affaires judiciaires et bannir toute forme de discrimination dans l'application du droit.

(2) L'Etat édicte la législation et la réglementation, assure la supervision, la facilitation et la régulation des activités économiques et sociales, le développement des infrastructures de base et d'information, la formation, la sécurité, ainsi que la suppléance aux carences des marchés. A cet effet, notamment, l'Etat :

-organise, contrôle et sécurise l'ensemble des marchés par une réglementation appropriée et une supervision efficace garantissant une meilleure allocation des ressources ;

-garantit le bon fonctionnement du système économique et à ce titre :

*il veille à la saine application, par l'ensemble des acteurs du système, des règles du jeu établies ;

*il assure, facilite la création, le maintien et le développement des infrastructures économiques, des services sociaux de santé, d'éducation et de formation professionnelle et leur accès à l'ensemble de la population ;

*il développe un réel partenariat avec le secteur privé et la société civile pour améliorer l'allocation des ressources dans les domaines de défaillance des marchés ;

*il corrige les déséquilibres globaux des marchés par des politiques économiques saines et transparentes ;

*il assure la sécurité économique de la nation notamment par la mise en place d'un système d'intelligence économique efficace ;

*il met en place un système efficient d'incitations permettant le développement du secteur privé ;

*il contribue à l'acquisition et à la maîtrise des technologies appropriées et en facilite la vulgarisation ;

*il élabore des stratégies sectorielles pour la réalisation desquelles il recherche des financements.

Section II: Du rôle du secteur privé en matière économique

Art. 9.- (1) Le secteur privé a pour mission la création et la production des richesses.

(2)Le secteur privé est tenu pour sa part :

-de respecter les règles de la concurrence en évitant de développer la fraude ou de favoriser en son sein des comportements conduisant à la corruption ;

-d'exercer ses activités avec le souci de préserver les intérêts et la santé des consommateurs et des usagers ;

-de s'organiser dans ses différents secteurs et filières pour promouvoir parmi ses membres le respect de la morale dans les affaires et l'application judicieuse des règles de déontologie qui sont inhérentes à chaque activité professionnelle ;

-de maintenir avec l'Etat et ses organes une collaboration loyale afin de garantir le succès de la politique économique nationale.

Titre II: De la gestion des marchés

Chapitre premier: Des principes généraux et des droits fondamentaux

Art. 10.- L'Etat garantit à toute personne physique ou morale régulièrement établie ou désireuse de s'établir au Cameroun en respectant les règles spécifiques liées à l'activité économique :

-la liberté d'entreprendre toute activité de production, de prestation de services ou de commerce, qu'elle que soit sa nationalité ;

-l'égalité de traitement dans l'exercice d'une activité suivant les principes et prescriptions de la loi sur la concurrence ;

-les droits de propriété attachés aux terrains, immeubles, matériels d'exploitation et ceux attachés aux biens mobiliers, valeurs mobilières, brevets et autres éléments relevant de la propriété intellectuelle ;

-la diligence des procédures de concession et d'accès à la propriété foncière ;

-la liberté de rapatriement des capitaux étrangers investis et des bénéfices réalisés par l'exploitation, ainsi que le rapatriement des économies sur salaires réalisés par le personnel expatrié ;

-l'accès au marché des devises étrangères et la liberté de transfert des capitaux dans le cadre des règles de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) ;

-l'application équitable et transparente du droit des affaires conformément au traité relatif à l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droits des Affaires (traité OHADA) ;

-l'application équitable et transparente du droit du travail et du droit de la sécurité sociale élaboré conformément au traité de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) ;

-l'application équitable et transparente du droit de la propriété intellectuelle élaboré dans le cadre de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) ainsi que de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) ;

-l'application équitable et transparente du droit des assurances élaboré dans le cadre de la Conférence Internationale des Marchés d'Assurances (CIMA) ;

-l'indépendance et la compétence professionnelle des juridictions tant de l'ordre judiciaire que de l'ordre administratif ;

-l'application de tout autre accord ou traité international ratifié conformément aux articles 43, 44 et 45 de la Constitution.

Art. 11.- (1) L'Etat est partie à des accords tant bilatéraux que multilatéraux en matière de garantie des investissements. Il adhère notamment :

-à la Convention de New York sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales internationales, conclues sous les auspices des Nations Unies ;

-à la Convention de Washington instituant le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

(2) L'Etat est partie :

-à la Convention de Séoul du 11 octobre 1985, créant l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) destinée à garantir les risques non commerciaux ;

-au traité OHADA en application duquel dès règles juridiques modernes simples et inspirées de la pratique internationale ont été élaborées en Droit des Affaires.

(3) L'Etat dispose, grâce à son appartenance à l'espace OHADA, d'un mécanisme d'arbitrage, tant ad hoc qu'institutionnel, s'inspirant des instruments internationaux les plus performants tels la loi-type de la Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI) sur l'arbitrage international de 1985 et le Règlement d'Arbitrage de la Chambre de Commerce International de 1998.

(4) L'Etat est partie à l'accord de partenariat ACP-CE du 23 juin 2000 qui prévoit un mécanisme d'arbitrage pour le règlement des différends entre Etats Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) et entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, liés à un financement du Fonds Européen de Développement (FED).

Art. 12.- L'Etat affirme son engagement à veiller à la mise en place des mécanismes alternatifs de résolution des conflits, notamment d'une cour d'arbitrage nationale en vue du règlement des différends industriels et commerciaux.

Chapitre II: De la libéralisation, de l'ouverture et de la concurrence

Section I: De la libéralisation des marchés locaux

Art. 13.- Les mécanismes de l'offre et de la demande s'appliquent aux services et biens offerts à la collectivité.

(1) Les secteurs-clés et les secteurs stratégiques, définis et organisés par voie réglementaire, sont supervisés par des organes spécifiques créés pour leur encadrement.

(2) Pour veiller à l'établissement des réglementations appropriées ainsi qu'à la supervision des marchés autres que ceux dotés d'organes spécialisés, la Commission Nationale de la Concurrence est créée sous la tutelle du Ministère chargé de la concurrence avec des missions et des compétences déterminées par voie réglementaire.

Art. 14.- Les normes internationales de transparence, concernant la production, la publication et la diffusion des informations de qualité, applicables aussi bien au secteur public qu'au secteur privé sont adoptées au Cameroun.

Section II: De l'ouverture extérieure et de l'intégration régionale

Art. 15.- L'Etat adhère au système multilatéral des échanges notamment les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les autres mécanismes du développement du commerce international, ainsi qu'aux accords de l'Organisation Mondiale de la Douane (OMD).

Art. 16.- L'Etat réaffirme son adhésion à l'option de l'intégration régionale, en particulier dans le cadre de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC).

Titre III: De la gestion des incitations

Chapitre premier: Du système des incitations

Section I: Des incitations générales

Art. 17.- (1) Il est institué trois types d'incitations générales comprenant :

- la promotion ;
- la facilitation ;
- le soutien.

(2) La promotion consiste notamment en l'organisation des manifestations et missions localement ou à l'étranger, le partenariat actif, la gestion d'un portefeuille des opportunités, ainsi que le marketing des potentialités du pays.

(3)La facilitation consiste notamment en l'assistance et la célérité dans l'accomplissement des formalités, la transparence dans les conditions de traitement des dossiers.

(4)Le soutien consiste notamment en l'appui technique ou financier à la création et à la reprise d'entreprise, et au développement des exportations.

Section II: Des incitations spécifiques

Art. 18.- Les incitations spécifiques se rapportent aux régimes, aux codes sectoriels, aux zones économiques et à la durée des avantages.

Art. 19.- (1) Il est institué trois régimes :

- le régime de l'automatique ;
- le régime de la déclaration ;
- le régime de l'agrément.

(2)Le bénéfice du régime de l'automatique est tacite dès réalisation de l'investissement conformément aux conditions spécifiées par les textes. Toutefois, une déclaration récapitulative est faite annuellement auprès du service compétent de l'administration de l'Etat pour contrôle et validation.

(3)Le régime de la déclaration est accordé dans un délai de deux (02) jours ouvrables consécutifs dans le respect des conditions fixées par voie réglementaire à compter de la date du dépôt du dossier complet au Guichet Unique. Le Guichet Unique est tenu de délivrer, dès dépôt du dossier, un récépissé.

(4)Le régime de l'agrément est accordé à l'investisseur dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrables consécutifs dans le respect des conditions fixées par voie réglementaire à compter de la date de dépôt du dossier complet au Guichet Unique. Le Guichet Unique est tenu de délivrer, dès dépôt du dossier, un récépissé.

(5)En cas de non respect par le Guichet Unique des délais mentionnés aux alinéas(3) et (4), le régime sollicité est automatiquement attribué à l'investisseur qui initie en conséquence sans délai une procédure de régularisation.

(6)Les modalités de fonctionnement des régimes institués à l'alinéa 1^{er} du présent article sont déterminées par des textes particuliers.

Art. 20.- Les codes sectoriels sont des outils d'incitation adaptés à un ou plusieurs secteurs d'activités économiques et/ou couvrant un ou plusieurs domaines techniques de l'économie.

Art. 21.- (1) Les zones économiques sont des outils d'incitation classés en zones privilégiées.

(2)Les zones économiques sont instituées en tant que de besoin dans les conditions de création et d'éligibilité aux droits et principes à déterminer par des textes particuliers en fonction des objectifs du Gouvernement.

(3)Les zones économiques peuvent être transformées en offices autonomes dans les conditions définies par les textes particuliers.

Art. 22.- La durée des incitations est déterminée dans les codes sectoriels ou les zones économiques en fonction des activités.

Chapitre II: De l'application de la charte

Section I: Du mode d'application de la charte

Art. 23.- (1) L'élaboration des textes d'application de la présente Loi s'effectue sur une base paritaire et tripartite (secteur public, secteur privé et société civile).

(2) Les textes d'application prévus à l'alinéa 1 ci-dessus doivent porter l'avis technique préalable du Conseil de Régulation et de Compétitivité prévu à l'article 25 ci-dessous.

Section II: Du contrôle du respect des textes et de facilitation des investissements et des exportations

Art. 24.- Le recours intenté par l'investisseur, pour non respect des dispositions de la présente Loi et ses textes d'application, se fait au préalable auprès du Conseil de Régulation et de Compétitivité.

Chapitre III: Des institutions de promotion et de facilitation des investissements et des exportations

Art. 25.- La promotion et la facilitation des investissements et des exportations sont assurées par les organes ci-après :

- le Conseil de Régulation et de Compétitivité ;
- l'Agence de Promotion des Investissements ;
- l'Agence de Promotion des Exportations.

Titre IV: De la promotion de l'initiative privée

Art. 26.- La promotion de l'initiative privée est assurée par les organes ci-après :

- un Conseil de Partenariat Industriel ;
- un Institut de l'Entrepreneurship ;
- un Observatoire de l'Industrie et du Commerce ;
- une Agence des Normes et de la Qualité ;
- et un Centre de la Propriété Intellectuelle.

Art. 27.- La création, l'organisation et le fonctionnement des organes et institutions prévus dans la présente Loi sont déterminés par décret du Président de la République.

Titre V: Des principes de gestion des institutions

Art. 28.- La composition des organes de gestion des institutions créées en application de la présente Loi, est paritaire et tripartite : secteur public, secteur privé et société civile.

Titre VI: Des incitations fiscales et douanières

Art. 29.- Le dispositif fiscal et douanier repose sur l'équité entre les différents contribuables et la modération permettant à l'Etat d'assurer convenablement son rôle économique et social.

Art. 30.- L'Etat s'engage dans un processus de simplification, d'harmonisation du système fiscal, en vue d'assurer une transparence, une fluidité et une lisibilité homogène pour tous les investisseurs.

Art. 31.- Les prélèvements fiscaux et douaniers se font dans le respect des règles, des pratiques et des proportions proches ou équivalentes aux usages internationaux, en veillant à leur adaptation à l'évolution et à la spécificité des filières industrielles.

Art. 32.- Les droits du contribuable sont reconnus et doivent être respectés par l'Administration de l'Etat.

Art. 33.- (1) L'Etat garantit l'application de droits de douane modérés et adhère au principe de leur réduction, dans le cadre de la politique définie par la CEMAC, et en conformité avec les dispositions de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Il réaffirme sa disposition à mettre en œuvre les régimes économiques et suspensifs prévus par le Code des Douanes de la CEMAC.

Art. 34.- Les dispositions ci-après sont prises en matière d'impôts directs et indirects :

- l'application généralisée de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) comme prélèvement neutre pour l'investissement et la production des richesses ;

- l'application d'une TVA nulle sur les exportations et le remboursement de celle acquittée sur les investissements et les dépenses d'exploitation des entreprises exportatrices pour garantir leur compétitivité sur les marchés internationaux ;

- la prise en compte des mesures d'incitations fiscales liées aux différents codes spécifiques à l'investissement ;

- l'encouragement par des mesures fiscales et douanières incitatives spécifiques au secteur de la recherche et le développement, la formation professionnelle et la protection de l'environnement.

Art. 35.- Au titre du timbre et de l'enregistrement, des droits modérés sont appliqués à la constitution des sociétés, aux modifications des statuts, aux augmentations de capital, aux opérations de fusions-acquisitions, à l'émission et à la circulation des valeurs mobilières.

Titre VII: De l'organisation du système financier

Art. 36.- L'Etat vise à établir l'adéquation du système financier par rapport au souci de développement des investissements et à la recherche de la compétitivité.

Art. 37.- (1) Le Cameroun est membre de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) ; il recherche plus de cohérence et de flexibilité en harmonie avec les exigences d'une économie de plus en plus libérale et intégrée, impliquant des ajustements quasi instantanés.

(2) Pour se rapprocher des normes internationales, l'Etat soutient toutes les actions visant à rendre la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) efficaces pour le développement des investissements et des entreprises de toutes tailles et toutes catégories d'une part et, d'autre part, pour répondre aux défis des crises financières.

(3) L'Etat favorise le développement d'une culture saine du crédit et de la monnaie par la mise en place d'un code du crédit et de la monnaie.

Art. 38.- L'Etat assure l'encadrement et la promotion des P.M.E./P.M.I., notamment par :

- l'établissement d'un système de services financiers en faveur des opérateurs économiques de dimension moyenne par le biais d'une réglementation et d'une supervision approprié ;

- l'établissement des mécanismes de financement des P.M.E./P.M.I. intégrant les différents besoins spécifiques et sectoriels à travers une réglementation et une supervision appropriées.

Art. 39.- (1) L'Etat met en place des mécanismes de promotion des exportations intégrant, d'une part, les techniques d'assurance et de financement et visant, d'autre part, la couverture des risques de production, de recherche des marchés, de facilitation dudit financement et des risques divers.

(2) L'Etat adhère notamment à la Banque Africaine d'Export Import (AFREXIM BANK), Institution Panafricaine destinée à financer les opérations de crédits à l'importation et à l'exportation.

Art. 40.- (1) Sans préjudice des structures financières nationales, l'Etat soutient la création d'un marché financier sous-régional, crédible et conforme aux normes internationales, pour permettre la mobilisation de l'épargne longue et son allocation dans des projets d'investissements productifs et rentables.

(2) L'Etat assure la promotion active de l'épargne et du placement par l'élaboration d'un code incitatif de l'épargne et du placement.

Art. 41.- (1) L'Etat met en place un marché des titres publics à souscription volontaire.

(2) Le marché national des titres publics s'intègre dans les initiatives sous-régionales en la matière.

Art. 42.- L'Etat adhère à un système solide et efficace de couverture des risques industriels, commerciaux et sociaux, indispensable pour le développement des investissements et la recherche de la compétitivité.

Titre VIII: Des dispositions diverses, transitoires et finales

Art. 43.- (1) La présente Loi abroge :

-l'ordonnance n° 90/001 du 29 janvier 1990 créant le régime de la zone franche au Cameroun, ratifiée par la loi n° 90/023 du 10 août 1990 ;

-l'ordonnance n° 90/007 du 08 novembre 1990 portant Code des Investissements du Cameroun.

(2) Les codes sectoriels ainsi que les textes réglementaires relatifs à l'organisation, à la composition et au fonctionnement des institutions prévues dans la présente Charte seront pris dans un délai n'excédant pas deux (02) ans à compter de la date de promulgation de la présente Loi.

(3) Les entreprises qui bénéficient des régimes spéciaux ou des régimes privilégiés découlant des deux textes ci-dessus mentionnés conservent leurs avantages.

(4) Durant la période transitoire de deux (02) ans visée à l'alinéa 2 ci-dessus, et par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er} du présent article, les institutions et les régimes prévus par les textes visés à l'alinéa 1 susvisé restent en vigueur jusqu'à la mise en place de nouvelles institutions et des codes sectoriels.

(5) Tous les textes législatifs et réglementaires sectoriels dont les dispositions sont contraires à celles de la présente Loi devront être mis en conformité.

Art. 44.- Les organes et institutions prévus par la présente Loi qui existent au moment de son entrée en vigueur disposent d'un délai d'un (1) ans à compter de la date de sa promulgation pour se conformer aux dispositions de celle-ci.

Art. 45.- La présente Loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais./-

YAOUNDE, le 19 Avril 2002

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Paul BIYA.

J-1) Jeux

J-1-1) Loi n° 89/026 du 29 décembre 1989 fixant le régime des jeux

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1er.- (1) Sont considérés comme jeux de divertissement, ceux dont la finalité n'est pas d'obtenir un gain quelconque en argent ou en nature, mais plutôt de se distraire.

(2) L'exploitation et la pratique des jeux de divertissement peuvent être autorisées sur toute l'étendue du Territoire National, dans les lieux publics ou ouverts au public.

ARTICLE 2.- (1) Sont considérés comme jeux de hasard, ceux qui procurent un gain en argent ou en nature et dans lesquels la chance prédomine sur la l'adresse.

(2) La pratique et l'exploitation de jeux de hasard sont interdites sur toute l'étendue du Territoire Nationale.

Toutefois, les loteries, les tombolas et les casinos sont exclus du champ d'application des présentes dispositions.

ARTICLE 3.- Les modalités d'autorisation, d'exploitation et de contrôle des jeux de divertissement, et des jeux de hasard visés à l'article 2 alinéa 2 ci-dessus, sont fixées par voie réglementaire.

ARTICLE 4.- Les infractions aux dispositions de la présente loi sont réprimées par les sanctions prévues aux articles 35, 45 et 249 du Code Pénal.

ARTICLE 5.- Sont abrogées toutes les dispositions antérieures, notamment la loi n° 79/09 du 30 juin 1979 fixant le régime des jeux.

ARTICLE 6.- La présente loi sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence, puis insérée au journal officiel en français et en anglais./-

YAOUNDE, le 29 DECEMBRE 1989

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

(é) –PAUL BIYA

J-1-2) Décret n° 92/050/PM du 17 février 1992 fixant les modalités d'autorisation et de contrôle des jeux de divertissement et des jeux de hasard.

Le Premier Ministre,

Sur le rapport du Ministère de l'Administration Territoriale ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 89/026 du 29 décembre 1989 fixant le régime des jeux ;

Vu le décret n°88/772 du 16 mai 1988 portant organisation du Gouvernement, ensemble ses divers modificatifs ;

Vu le décret n° 91/212 du 25 avril 1991 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 91/282 du 14 juin 1991 précisant les attributions du Premier Ministre ;

DECRETE

ARTICLE 1^{er}.- :

1)Le présent décret fixe les modalités d'autorisation, d'exploitation et de contrôle des jeux de hasard tels que définis par la loi n°89/026 du 29 décembre 1989 susvisée.

2)Toutefois, sont exclus du champ d'application du présent décret les jeux de divertissement dits traditionnels à but non lucratif dont la liste est fixée, en tant que de besoin, par le Ministre chargé des jeux.

Titre I: Des jeux de diversement

Chapitre I: De l'autorisation et des conditions d'exploitation

Section I: De l'autorisation

ARTICLE 2.- Les jeux de divertissement sont autorisés par arrêté du Gouverneur de Province territorialement compétent.

ARTICLE 3.- L'arrêté autorisant l'exploitation des jeux de divertissement indique :

-la nature des jeux à exploiter ;

-le lieu d'implantation de l'établissement ;

-les horaires d'ouverture et de fermeture de l'établissement.

ARTICLE 4.- (1) l'obtention d'une autorisation d'exploitation des jeux de divertissement est subordonnée à la production par le demandeur ou le représentant d'une personne morale d'un dossier comprenant :

-une demande timbrée précisant :

*les nom(s) et prénom(s) du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale ;

*le lieu d'implantation de la salle de jeux ;

*le numéro statistique du demandeur.

-une copie certifiée conforme de la licence autorisant l'exploitation d'un débit de boisson lorsque le demandeur est propriétaire d'une vente à consommer sur place telle que prévue par le décret n° 90/1483 du 09 novembre 1990 fixant les conditions et les modalités d'exploitation des débits de boissons ;

-une description des jeux à exploiter (caractéristiques desdits jeux, nombre et types d'appareils, date de première mise en service.) ;

-un certificat d'imposition et un bordereau de situation fiscale ;

-une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ou du permis de séjour en cours de validité lorsque le demandeur est de nationalité étrangère ou les statuts de la société lorsque le demandeur est une personne morale.

Le demandeur doit, en outre, jouir de ses droits civiques.

(2)Le dossier visé à l'alinéa (1) ci- dessus est déposé, contre récépissé, auprès du Préfet territorialement compétent qui est tenu de le transmettre, après enquête administrative et revêtu de son avis au Gouverneur de Province territorialement compétent, dans un délai de trente (30) jours.

(3)Dans tous les cas, le Gouverneur de Province dispose d'un délai de soixante (60) jours à compter de la date de dépôt du dossier à la préfecture, pour se prononcer. Passé ce délai, son silence vaut acceptation de la demande.

ARTICLE 5.- (1) Sous réserve des dispositions de l'article 4 (3) ci- dessus, l'arrêté autorisant l'exploitation des jeux de divertissement est établi en double original dont l'un est obligatoirement affiché au lieu d'exploitation desdits jeux et l'autre conservé au dossier.

(2)Des ampliations sont adressées notamment à la préfecture, à la sous-préfecture, au service des impôts, au comptable du trésor du lieu d'exploitation et au Ministère chargé des jeux.

ARTICLE 6.- Le refus d'autorisation d'exploiter des jeux de divertissement doit être motivé et notifié au demandeur.

Section II: Des conditions d'exploitation

ARTICLE 7.- Aucun jeu de divertissement ne peut être exploité en dehors des :

-salles de jeux appropriées, à raison de quinze (15) appareils au plus ;

-ventes à consommer sur place, à raison de quinze (15) appareils au plus.

ARTICLE 8.- les salles de jeux de divertissement et les ventes à consommer sur place qui exploitent, de manière autorisée, des jeux de divertissement, sont ouvertes tous les jours de 6 heures à 0 heures, sous réserve des pouvoirs de police reconnus aux autorités compétentes par la législation en vigueur.

ARTICLE 9.- 1) L'importation des machines, appareils et tous matériels destinés aux jeux de divertissement doit respecter le programme général des échanges et être conforme à l'arrêté d'autorisation d'exploitation.

2) Avant leur mise en exploitation, les appareils, machines ou matériels employés pour les jeux de divertissement, fabriqués, montés localement ou importés doivent être d'un modèle agréé par l'Administration chargée de jeux.

Ils doivent, en outre, faire l'objet d'une expertise par un expert technique inscrit sur la liste des experts agréés.

Le rapport d'expertise doit être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Chapitre II: Du contrôle de l'exploitation

ARTICLE 10.- Le contrôle de l'exploitation des jeux de divertissement est assuré à la diligence du Sous-préfet territorialement compétent.

ARTICLE 11.- Le contrôle visé à l'article 10 ci-dessus porte, notamment, sur :

- le respect des règles d'hygiène, de tranquillité et de sécurité publiques ;
- les heures d'ouverture et de fermeture ;
- la validité de l'autorisation et des conditions d'exploitation ;
- la validité de la police d'assurance ;
- la régularité des machines, appareils ou matériels employés pour les jeux de divertissement.

ARTICLE 12.- Est considérée comme exploitation de jeux de divertissement clandestine :

- toute exploitation de jeux de divertissement sans autorisation ;
- toute exploitation de jeux de divertissement avec une autorisation louée ou cédée ;
- toute exploitation de jeux de divertissement dans des conditions autres que celles prévues par l'arrêté d'autorisation ;
- toute exploitation de machines à sous dans le cadre des jeux de divertissement.

Chapitre III: Des sanctions administratives

ARTICLE 13.- Nonobstant les dispositions de l'article 58 ci-dessous et sans préjudice des autres sanctions prévues par le présent décret, le Ministre chargé des Finances peut procéder à la fermeture d'office et immédiate d'un établissement d'exploitation des jeux de divertissement dans l'un des cas suivants :

- défaut de présentation de la patente consécutive au non paiement de celle-ci ;
- non reversement des sommes de toute nature prélevées pour le compte du Trésor Public.

ARTICLE 14.- Le Gouverneur de Province territorialement compétent peut, sur le rapport du Sous-préfet, procéder :

(1)à la fermeture temporaire d'un établissement d'exploitation des jeux de divertissement en cas de violation des règles d'hygiène, de tranquillité ou de sécurité publiques ou en cas de violation des heures d'ouverture ou de fermeture.

La réouverture de l'établissement est ordonnée suivant la même procédure dès qu'il est constaté la cessation de la cause ayant entraîné la fermeture dudit établissement.

2) au retrait définitif de l'autorisation d'exploitation des jeux de divertissement en cas de cessation d'activité, de faillite, de mise en liquidation et, d'une manière générale, en cas de violation des dispositions du présent décret autres que celles prévues à l'alinéa (1) ci-dessus.

ARTICLE 15.- 1) En cas d'exploitation clandestine des jeux de divertissement, le Gouverneur de province territorialement compétent, sur le rapport du Sous-préfet, ordonne la fermeture de l'établissement.

2)les machines, appareils et matériels trouvés sur place sont saisis et vendus aux enchères publiques au profit du Trésor Public suivant la procédure en vigueur.

Titre II: Des jeux de hasard autorisés

Chapitre I: Des loteries et des tombolas

Section I: De l'autorisation et des conditions d'exploitation

Sous-section I: De l'autorisation

ARTICLE 16.- 1) Les loteries organisées par des personnes physiques ou morales de droit privé, sont autorisées par le Ministre chargé des jeux après avis du Ministre chargé des Finances.

Leur ressort ne peut couvrir plus d'une province à la fois. Leur durée ne peut excéder(03) mois non renouvelables.

2) Les tombolas sont autorisées par le Ministre chargé des jeux.

ARTICLE 17.- Peuvent être autorisées :

1)Les loteries dont le produit est destiné :

-aux œuvres de bienfaisance ;

-à l'encouragement des arts ;

-ou à la promotion des activités sportives.

2)Les tombolas organisées à l'occasion des promotions commerciales, des foires, des kermesses, des salons, des comices, des cirques.

La tombola s'achève avec la manifestation à laquelle elle est liée.

ARTICLE 18.- L'obtention d'une autorisation d'organiser une loterie ou une tombola est subordonnée à la production par le demandeur ou le représentant d'une personne morale, d'un dossier comprenant :

1)Pour la loterie :

-une demande timbrée précisant :

*les nom (s) et prénom(s) du promoteur ou sa raison sociale lorsqu'il s'agit d'une personne morale ;

*sa résidence ;

*la nature du ou des jeu(x) de loterie à exploiter ;

*l'œuvre de bienfaisance, l'activité sportive ou le domaine artistique à promouvoir ou à encourager ;

*le numéro statistique du demandeur ;

-une garantie donnée par une banque locale couvrant la valeur totale des lots en espèces ou en nature à distribuer ;

-un règlement intérieur authentifié par un huissier de justice précisant :

*la liste des lots en espèces ou en nature et leur valeur ;

*le nombre de billets à émettre et la valeur de chaque type de billets ;

*la période au cours de laquelle doit ou doivent se dérouler le ou les jeu(x).

*le territoire d'exercice du ou des jeu(x) (Département ou Province)

-une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ou du permis de séjour en cours de validité lorsque le promoteur est de nationalité étrangère ou les statuts de la société lorsque celui-ci est une personne morale.

2)Pour la tombola :

-une demande timbrée précisant :

*les nom(s) et prénom (s) du promoteur ou sa raison sociale lorsqu'il s'agit d'une personne morale ;

*sa résidence ;

*le nombre de lots en nature mis en jeu et leur valeur ;

*le nombre de billets à émettre et la valeur d'un billet ;

*le territoire du déroulement de la tombola et la ou les date(s) du tirage ;

*le numéro statistique du demandeur ;

-le règlement intérieur de la tombola authentifié par un huissier de justice ;

-une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ou du permis de séjour en cours de validité lorsque le promoteur est de nationalité étrangère ou les statuts de la société lorsque celui-ci est une personne morale.

3) dans l'un ou l'autre cas, le promoteur doit jouir de ses droits civiques.

ARTICLE 19.- le dossier ainsi constitué est déposé en double exemplaire, contre récépissé, auprès du Préfet territorialement compétent qui est tenu de le transmettre dans un délai de quinze (15) jours au Ministre chargé des jeux revêtu de son avis.

ARTICLE 20.- Dès réception du dossier relatif à la loterie, le Ministre chargé des jeux en transmet un exemplaire au Ministre chargé des Finances qui doit faire parvenir son avis dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du dossier.

Passé ce délai, son avis est réputé favorable.

ARTICLE 21.- Le refus d'une autorisation d'organiser une loterie ou une tombola doit être motivé et notifié au promoteur.

Sous-section II: Des conditions d'exploitation

ARTICLE 22.- Nonobstant les dispositions de l'article 17 alinéa (1) ci-dessus, les promoteurs de loteries peuvent récupérer en sus de leur mise, un pourcentage de gains qui sera fixé par arrêté conjoint du Ministre chargé des jeux et du Ministre chargé des Finances.

ARTICLE 23.- Aux termes des opérations, le promoteur de la loterie ou de la tombola doit adresser au Ministre chargé des jeux, le compte rendu du déroulement desdites opérations.

ARTICLE 24.- (1) Le compte-rendu prévu à l'article 23 ci-dessus, signé du promoteur et de l'huissier de justice, doit faire ressortir :

- le montant des sommes collectées ;
- le nombre de lots gagnés et leur valeur ;
- la destination des lots non distribués et leur justification.

(2) Lorsqu'il s'agit d'une loterie, ce compte-rendu doit également :

- faire ressortir le montant des sommes allouées à l'œuvre de bienfaisance, à la promotion des activités sportives ou à l'encouragement des arts ;
- être signé du responsable de l'œuvre de bienfaisance, de l'activité sportive ou du domaine de l'art concerné.

(3) le procès-verbal de l'huissier doit être joint au compte-rendu.

En aucun cas, le tirage d'une loterie ou d'une tombola ne peut se dérouler en l'absence d'un huissier de justice.

ARTICLE 25.- Est considérée comme loterie ou tombola clandestine :

- toute loterie ou tombola exploitée sans autorisation ;

-toute loterie ou tombola exploités avec une autorisation louée ou cédée ;

-toute loterie ou tombola exploitée dans des conditions autres que celles prévues par l'arrêté d'autorisation.

Section III: Des sanctions administratives

ARTICLE 26.- 1) Sans préjudice des sanctions pénales, le Ministre chargé des jeux procède au retrait de l'autorisation d'exploiter une loterie lorsqu'il est établi que le promoteur de celle-ci destine à d'autres fins les sommes collectées.

2)En cas de détournement partiel ou total des sommes collectées, le Ministre chargé des Finances peut, après mise en demeure restée sans suite dans un délai d'un (1) mois, ordonner le recouvrement forcé des sommes détournées.

Chapitre II: Des casinos

Section I: De l'autorisation d'exploitation

ARTICLE 27.- Le casino est un établissement pouvant comporter trois activités distinctes : le spectacle, la restauration et le jeu, réunis sous une direction unique sans qu'aucune d'elle ne puisse être louée ou cédée à un tiers.

ARTICLE 28.- 1) L'autorisation d'exploitation d'un casino est accordée par arrêté du Ministre chargé des jeux après avis obligatoire de la commission interministérielle prévue à l'article 31 ci-dessous.

2)La durée de l'autorisation est de cinq (5) ans renouvelables dans les conditions prévues ci-dessous.

ARTICLE 29.- L'arrêté autorisant l'exploitation d'un casino fixe :

-la nature des jeux autorisés et leur fonctionnement ;

-les heures d'ouverture et de fermeture des salles de jeux.

ARTICLE 30.- 1) L'obtention d'une autorisation d'exploitation d'un casino est subordonnée à la production par le demandeur ou le représentant d'une personne morale, d'un dossier en dix (10) exemplaires comprenant :

a)une demande timbrée précisant :

-les noms (s), prénom (s) du promoteur ou, s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ;

-sa résidence ;

-le lieu d'implantation du casino ;

-le numéro statistique du promoteur ;

b)un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois (3) mois, des principaux responsables du casino ;

- c)un certificat d'imposition et un bordereau de situation fiscale ;
- d)une description détaillée des jeux à exploiter ;
- e)une attestation de cautionnement bancaire d'un montant de cent millions (100 000 000) de francs par casino ;
- f)le plan détaillé de l'établissement ;
- g)une copie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ou lorsqu'il s'agit d'une personne de nationalité étrangère, une copie certifiée conforme du permis de séjour en cours de validité ;
- h)les statuts de la société lorsqu'il s'agit d'une personne morale ;
- i)le dossier individuel du directeur responsable et des membres du comité de direction du casino (curriculum vitae, casier judiciaire, antécédents professionnels, références, acte de naissance).

2)la demande de renouvellement obéit aux dispositions de l'alinéa (2) ci-dessus à l'exception du point (f) ;

Elle doit être introduite au plus tard six (6) mois avant l'expiration de l'autorisation d'exploitation.

3)le dossier visé aux alinéas (1) et (2) ci-dessus est déposé contre récépissé auprès du Ministre chargé des jeux.

Section II: De la commission interministérielle

ARTICLE 31.- Il est institué auprès du Ministre chargé des jeux une commission interministérielle, ci-après désignée « commission » chargée d'examiner les demandes d'autorisation ainsi que celles de renouvellement des autorisations d'exploitation de casino.

ARTICLE 32.- Présidée par le représentant du Ministre chargé des jeux, la commission visée à l'article 31 ci-dessus comprend les membres ci-après/

- un représentant du Ministre chargé du Tourisme ;
- un représentant du Ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé de la Culture ;
- un représentant du Ministre chargé du Commerce ;
- un représentant de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale ;
- et selon le cas, le Délégué du Gouvernement, le Maire ou l'Administrateur Municipal de la Commune du lieu d'implantation du casino ou son représentant.

ARTICLE 33.- 1) La commission se réunit en tant que de besoin sur convocation de son président.

2)les fonctions de président et de membre sont gratuites. Toutefois, les frais de fonctionnement de la commission sont imputés sur un compte spécial ouvert auprès du Trésor Public et destiné à recevoir les fonds de concours.

Les modalités de gestion de ce compte sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé des Finances et du Ministre chargé des jeux.

ARTICLE 34.- 1) La commission ne peut valablement délibérer que si cinq (5) au moins des ses membres, y compris le président, sont présents.

2)La direction compétente du Ministère chargé des jeux rapporte les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Section III: Des conditions d'exploitation

ARTICLE 35.- Peuvent être autorisés dans les casinos, les jeux ci-après :

a)les jeux dits de « contrepartie », à savoir la boule, le vingt trois, la roulette dite américaine, la roulette dite anglaise, le trente et quarante, le black jack, le craps et le punto banco ;

b)les jeux dits « de cercle », à savoir le baccara chemin de fer, le baccara à deux tableaux à banque limitée, le baccara à deux tableaux à banque ouverte et l'écarté ;

c)les jeux pratiqués avec des appareils dits « machines à sous » qui procurent un gain en numéraire.

ARTICLE 36.- Tout casino doit être installé dans des locaux répondant aux exigences techniques, de qualité et de confort propres à ce genre d'établissement et internationalement reconnues.

ARTICLE 37.- 1) nul ne peut se prévaloir d'une autorisation d'exploiter un établissement de tourisme pour exploiter en son sein un casino.

2)L'exploitation d'un casino intégré dans un établissement de tourisme doit obligatoirement faire l'objet d'une autorisation distincte.

ARTICLE 38.- 1) L'importation des machines, appareils et autres matériels destinés aux jeux dans les casinos est soumise à l'autorisation du Ministre chargé du Commerce sur présentation de l'autorisation visée à l'article 28 ci-dessus.

2)Avant leur mise en exploitation, les machines, appareils et autres matériels destinés aux jeux dans les casinos, montés, fabriqués localement ou importés doivent être d'un modèle agréé par le Ministre chargé des jeux.

Ils doivent, en outre, faire l'objet d'une expertise par un expert technique inscrit sur la liste des experts agréés. Le rapport d'expertise doit être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

ARTICLE 39.- En cas de cessation d'activité, le promoteur doit prévenir le Ministre chargé des jeux dans un délai de trois (3) mois au terme duquel il est tenu de restituer le titre d'autorisation d'exploitation du casino concerné.

Section IV: De l'administration et du fonctionnement du casino

ARTICLE 40.- 1) L'Administration du casino comprend :

- un directeur responsable qui doit résider en permanence au lieu d'implantation du casino ;
- un comité de direction de trois (3) membres au moins.

2) Si l'établissement n'est pas exploité par une personne morale, le titulaire de l'autorité d'exploitation peut remplir les fonctions de directeur responsable.

-S'il s'agit d'une société, ces fonctions doivent être assurées par un gérant choisi parmi les associés.

ARTICLE 41.- 1) Le directeur responsable et les membres du comité de direction doivent être agréés par le Ministre chargé des jeux après avis de la commission prévue à l'article 31 ci-dessus. La durée de cet agrément est limitée à celle de l'autorité d'exploitation du casino concerné, telle que prévue à l'article 28 (3) ci-dessus.

Ils ne peuvent ni recevoir un pourcentage sur le produit brut ou le bénéfice des jeux, ni participer de façon quelconque à la répartition des pourboires, ni cumuler leurs fonctions avec celles d'employés des jeux.

2) Pour la direction du service de jeux, le directeur responsable a la faculté, tout en conservant la direction de l'ensemble de tous les services du casino, de se faire suppléer par un membre du comité de direction agréé à ce titre par le Ministre chargé des jeux dans les formes prévues par l'alinéa (1) ci-dessus.

Le directeur responsable conserve, lorsqu'il en est ainsi, la pleine responsabilité du fonctionnement du casino.

ARTICLE 42.- 1) L'agrément peut être retiré dans les formes prévues à l'article 41 ci-dessus, au directeur responsable ou aux membres du comité de direction agréés, en cas d'inobservation de la réglementation en vigueur ou de faute lourde dans l'exercice de leurs fonctions.

2) Lorsqu'un ou plusieurs décès ou démissions se produisent au sein du comité de direction, avis doit en être donné dans les huit (8) jours par le directeur responsable au Ministre chargé des jeux.

La responsabilité du ou des membre (s) démissionnaire (s), ne cesse qu'après notification de l'accusé de réception ministériel.

En attendant la reconstitution du comité de direction, le ou les membre (s) non démissionnaire (s), ou à défaut un administrateur provisoire spécialement désigné à cet effet et agréé par le Ministre chargé des jeux, signe (nt) les documents qui doivent, en temps normal, être revêtus de la double signature du directeur et d'un membre du comité de direction.

La décision du Ministre chargé des jeux impartit aux membres démissionnaires ou à l'administrateur provisoire un délai pour présenter à son agrément le nouveau comité de direction.

ARTICLE 43.- Le directeur responsable et le comité de direction du casino doivent veiller en permanence à la sincérité des jeux et à la régularité de leur fonctionnement. Ils doivent en outre :

- faire toutes les communications relatives à la gestion du casino aux agents chargés du contrôle ou du recouvrement ;

-faire tenir la comptabilité spéciale et la comptabilité commerciale de l'établissement et maintenir à tout moment au siège du casino, la totalité des documents à la disposition des agents chargés du contrôle ;

-s'acquitter au titre de fonds de concours, des frais de contrôle des jeux autorisés versés dans un compte spécial ouvert auprès du Trésor Public.

ARTICLE 44.- Le directeur responsable du casino est tenu de mettre à la disposition des agents chargés du contrôle et suivant leurs besoins, un bureau à l'intérieur du casino placé le plus près possible des salles de jeux.

ARTICLE 45.- Lorsque le directeur responsable d'un casino cesse pour quelle que raison que ce soit son exploitation ; il est tenu de laisser au siège de l'établissement les documents relatifs à la comptabilité spéciale et à la comptabilité commerciale des jeux, le répertoire et le fichier, le carnet de prise en charge et d'inventaire des jeux de cartes de black jack, de trente- et- quarante, de baccara et de dés de craps.

ARTICLE 46.- Les conditions de l'engagement des personnes employées à un titre quelconque dans les salles de jeux font l'objet des contrats écrits précisant l'emploi.

ARTICLE 47.- Il est interdit aux personnes visées à l'article 46 ci-dessus :

-d'accepter des pourboires ;

-d'avoir une part ou intérêt dans le produit des jeux ;

-de consentir des prêts en argent aux joueurs ;

-de demeurer ou de pénétrer dans les salles de jeux en dehors de leurs heures de service ;

-de participer aux jeux, soit directement, soit par personne interposée.

ARTICLE 48.- Les chefs et sous-chefs de tables, les croupiers, les échangeurs ravitailleurs et les valets de pied doivent, pendant le travail, porter des tenues sans poches.

ARTICLE 49.- 1) Les jeux ne peuvent être pratiqués qu'en argent comptant. Tout enjeu sur parole est interdit.

2) Les jeux sont effectués à l'aide des jetons ou des plaques fournis par le casino qui dispose à cet effet d'un bureau de change acceptant toute devise.

ARTICLE 50.- Ne peuvent avoir accès aux salles de jeux de casino :

-les personnes n'ayant pas atteint l'âge de la majorité civile tel que fixé par les textes en vigueur ;

-les militaires, les agents de maintien de l'ordre ou de toute autre personne en uniforme, de tous grades et de toutes nationalités ;

-les individus en état d'ivresse ou susceptibles de provoquer du scandale ou des incidents et toute personne qui fait l'objet d'une interdiction légale ou judiciaire.

ARTICLE 51.- Le casino est ouvert tous les jours de 15 heures à 4 heures du matin, sous réserve des pouvoirs de police reconnu aux autorités compétentes par la législation et la réglementation en vigueur.

Section V: Du contrôle

ARTICLE 52.- Il est effectué auprès de tout casino un contrôle d'ordre général et un contrôle d'ordre comptable dont les modalités sont déterminées par arrêté conjoint du Ministre chargé des jeux et du Ministre chargé des Finances.

Section VI: Des sanctions administratives

ARTICLE 53.- Sans préjudice des sanctions pénales, le Ministre chargé des Jeux peut procéder :

1)à la fermeture temporaire d'un casino en cas de violation des règles d'hygiène, de la sécurité ou de tranquillité publiques ou en cas de violation des heures d'ouverture ou de fermeture.

La réouverture du casino est ordonnée suivant la même procédure dès qu'il est constaté la cessation de la cause ayant entraîné la fermeture dudit casino.

2)au retrait définitif de l'autorisation d'exploitation du casino en cas de cessation d'activité, de faillite, de mise en liquidation et, d'une manière générale, en cas de violation des dispositions du présent décret autres que celles prévues à l'alinéa (1) ci-dessus.

ARTICLE 54.- Les autorisations prévues dans le présent décret sont strictement individuelles, incessibles et ne peuvent pas être louées.

Leur délivrance est gratuite.

ARTICLE 55.- Sous réserve des dispositions de l'article 4 alinéa (3) pour ce qui concerne les jeux de divertissement, aucun jeu de divertissement ou de hasard ne peut être exploité avant l'obtention effective de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 56.- 1) Nul ne peut obtenir une autorisation d'exploitation des jeux de divertissement ou des jeux de hasard ou exploiter lesdits jeux s'il est mineur, s'il a été condamné pour violence ou menace de violence

2)Nul ne peut exploiter à la fois et dans le même local des jeux de divertissement et des jeux de hasard autorisés.

ARTICLE 57.- Tout bénéficiaire d'une autorisation d'exploitation des jeux de divertissement ou d'un casino doit, avant la mise en exploitation de son établissement, souscrire obligatoirement une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile.

Cette police est renouvelée chaque année.

Copie de cette police doit être obligatoirement affichée de manière apparente au lieu d'exploitation. L'original doit être obligatoirement présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

ARTICLE 58.- 1) Toute personne exploitant des jeux de divertissement ou des jeux de hasard sans autorisation est passible des amendes et pénalités prévues par la législation fiscale en vigueur.

2)le paiement des droits, pénalités et amendes ne confère pas le droit à autorisation.

ARTICLE 59.- Les infractions fiscales consécutives à l'exploitation des jeux de divertissement ou des jeux de hasard sont réprimées conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 60.- Sans préjudice des sanctions administratives prévues par le présent décret et de peines plus sévères prévues par les lois en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent décret est sanctionnée conformément aux dispositions de l'article R 370 du code pénal.

Titre IV: Des dispositions communes

ARTICLE 61.- 1) Les règlements intérieurs des salles de jeux de divertissement ou de casino doivent être approuvés, selon le cas, par le Gouverneur de Province territorialement compétent ou le Ministre chargé des Jeux.

2) Ils doivent être affichés de manière apparente dans les salles de jeux.

3) Toute modification apportée à ces règlements doit être préalablement approuvée par l'autorité compétente désignée à l'alinéa (1) ci-dessus.

ARTICLE 62.- 1) toute personne exploitant sans autorisation des jeux de divertissement ou titulaire d'une autorisation provisoire d'exploitation desdits jeux dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la date de publication du présent décret pour se conformer à ses dispositions.

2) Les autorisations d'exploitation de jeux de divertissement ou des jeux de hasard autorisés, délivrées antérieurement à la date de publication du présent décret dans le cadre d'une législation ou d'une réglementation non abrogée, quelle qu'en soit l'origine, sont et demeurent valables.

Toutefois :

-les titulaires d'une autorisation d'exploiter des jeux de divertissement sont tenus d'en faire la déclaration écrite auprès du Gouverneur territorialement compétent dans un délai de deux (2) mois à compter de la date de publication du présent décret ;

-les titulaires d'une autorisation d'exploiter des jeux de hasard autorisés disposent d'un délai de deux (2) mois à compter de la date de publication du présent décret pour se conformer à ses dispositions et en fournir la preuve à l'autorité compétente. Passé ce délai ou faute d'en fournir la preuve dans ce délai, ladite autorisation devient caduque.

ARTICLE 63.- Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n°81/497 du 23 novembre 1981 fixant les conditions d'exploitation des jeux de divertissement.

ARTICLE 64.- Le Ministre de l'Administration Territoriale et le Ministre des Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais et prendra effet à compter de la date de sa publication./-

Yaoundé, le 17 février 1992

**LE PREMIER MINISTRE
SADOU HAYATOU**

L-1) Lettres patentes

L-1-1) Lettres patentes accordées à Christophe Colomb, 30 avril 1492

I. Don Ferdinand et Dona Isabelle, par la grâce de Dieu, Roi et Reine de Castille, de Léon, d'Aragon, de Sicile, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Séville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corse, de Murcie, de Jaen, d'Algarve, d'Algésiras, de Gibraltar, des îles Canaries, Comte et Comtesse de Barcelone, Souverain et Souveraine de Biscaye et de Molina, Duc et Duchesse d'Athènes et de Néopatria, Comte et Comtesse de Roussillon et de Cerdagne, Marquis et Marquise d'Oristan et de Gociano, etc.

II. C'est sur notre ordre que vous, Christophe Colomb, partez, avec quelques-uns de nos vaisseaux et de nos sujets, afin de découvrir et de soumettre des îles et un Continent dans l'Océan ; Dieu aidant, la découverte et la conquête de quelques-unes des dites îles et de ce Continent, dans le dit Océan, sont attendues de votre entremise et de vos soins ; c'est, pour notre service que vous vous exposez à un si grand danger ; il est donc raisonnable et de stricte justice que vous soyez récompensé. A ces causes, en vue de vous rendre honneur et de vous marquer notre faveur, Nous décidons ce qui suit :

III. Vous, Christophe Colomb, après avoir découvert et conquis ces Iles ou quelque-une d'entre elles, et ce Continent, dans le dit Océan, serez notre Amiral des dites îles et de ce Continent que vous aurez ainsi découverts et conquis. Vous y serez notre Amiral, Vice-Roi et Gouverneur. Désormais, vous pourrez vous-même prendre le nom et le titre de *Don Christophe Colomb*, et vos fils et successeurs, dans la même charge et le même office, ceux de Don, d'Amiraux, de Vice-Rois et de Gouverneurs des mêmes lieux.

IV. Vous pourrez exercer le dit office d'Amiral et en user, avec les dites fonctions de Vice-Roi et de Gouverneur des dites îles et de ce Continent que vous et vos Lieutenants aurez découverts et conquis, et ouïr et juger tous les plaids et toutes les causes, civiles et criminelles, ressortissant aux dites charges d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, ainsi qu'il vous paraîtra juste et convenable, et suivant la coutume des Amiraux de nos Royaumes. Vous aurez pouvoir de punir et de châtier les méfaits. Vous et vos susdits Lieutenants, exercerez les charges d'Amiral et de Vice-Roi, et de Gouverneur, dans toutes les matières qui dépendent de ces charges ou de l'une d'elles, ou qui les concernent. Vous aurez et lèverez les redevances et rémunérations qui sont attachées à ces charges et à chacune d'elles, ou qui en dépendent, comme les lèvent et ont coutume de les lever notre Grand-Amiral dans l'Amirauté de nos Royaumes de Castille, et les Vice-Rois et Gouverneurs de nos dits Royaumes.

V. Par notre présente lettre, ou toute copie d'icelle revêtue de la signature d'un notaire public, Nous le mandons au prince Jean, notre cher et bien-aimé fils, aux Infants, Ducs, Prélats, Marquis, Comtes, Grands-Maîtres des Ordres militaires, Prieurs, Commandeurs, à nos Conseillers, aux Auditeurs de notre Audience, Alcades et autres officiers de justice qui sont de notre maison, de notre cour ou de notre chancellerie, aux Lieutenants-Commandeurs, Gouverneurs des châteaux forts et lieux fortifiés, et à tous les Conseils, Assistants, Corrégidors, Alcades, Alguazils, Baillis, Consuls, Chevaliers, Jurats, Ecuyers, Officiers, et au Bon Peuple de toutes les Cités, Terres et Lieux de nos Royaumes et Dominations, et de ceux que vous aurez conquis et soumis, enfin aux Capitaines, Maîtres, Contre-Maîtres, Officiers, Matelots et gens de mer, nos sujets de naissance, actuellement présents ou à venir, et à chacun et à l'un quelconque d'entre eux : lorsque vous aurez découvert et soumis les dites îles et le dit Continent, dans le dit Océan, et que, par vous ou toute personne qui aura votre mandat, le serment, ou les solennités d'usage en pareil cas auront été accomplis et fournis, tous devront alors vous tenir et vous considérer, vous, votre vie durant, et après vous, votre fils et héritier, et ainsi d'un héritier à l'autre, à jamais, comme notre Amiral sur le dit Océan, et comme Vice-Roi et Gouverneur des dites îles et de ce Continent découverts et conquis par vous, Christophe

Colomb,

— traiter vous-même et vos susdits lieutenants, nommés par vous, pour exercer les fonctions d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, comme tels à tous égards,
 — vous payer et vous faire recouvrer tous les revenus, les redevances et les autres biens, qui sont attachés aux susdits offices et en dépendent,
 — vous conserver et vous faire conserver tous les honneurs, les faveurs, avantages, libertés, prééminences, prérogatives, exemptions, immunités, et toutes les autres choses, et chacune de celles dont la possession et la jouissance, en vertu de vos dites charges d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, vous sont dues et doivent vous être conservées. Ces dispositions seront dûment et complètement observées, de telle sorte que vous ne souffriez diminution en aucune chose, et que les susdits personnages ne fassent ni ne permettent aucune objection ni opposition à ces dispositions ni à aucune partie d'icelles.

VI. Ainsi à compter de ce temps-ci et pour l'avenir, à jamais, par notre présente charte, Nous vous conférons les susdits emplois d'Amiral, de Vice-Roi et de Gouverneur, à titre héréditaire ; Nous vous donnons la possession et la quasi-possession des dites charges et de chacune d'elles, et pouvoir et autorité de les exercer et d'en user, et de recevoir les redevances et les salaires qui sont attachés à ces charges et à chacune d'elles, et qui en dépendent, comme il a été dit ci-dessus.

VII. Pour toutes les dispositions qui précèdent, s'il est nécessaire, et que vous le désiriez, Nous commandons à nos Chanceliers, Notaires et autres Officiers qui sont au bureau de nos sceaux, de vous donner, délivrer, transférer et sceller notre Lettre authentique de Privilège, légitimement, valablement et complètement, comme vous le désirerez ou en aurez besoin. Sous peine d'encourir notre indignation et la confiscation de dix mille maravedis, au profit de notre cour, pour chaque offense, ni les uns ni les autres ne devront en aucune manière transgresser les présentes. A toute personne qui leur montrera notre présente charte, Nous commandons de les sommer, au besoin, de comparaître devant Nous, à notre cour, où Nous serons alors, sous la sanction de la même peine, dans le délai de quinzaine après la sommation. Sous la sanction de cette même peine encore, Nous commandons également à tout Notaire public de donner à toute personne, qui lui montrera notre charte, un certificat scellé de son sceau, afin que Nous puissions voir comment nos ordres sont exécutés.

VIII. Donné en notre cité de Grenade, le trentième jour du mois d'Avril, dans l'année après la Naissance de notre Sauveur Jésus-Christ, mille quatre cent quatre-vingt-douze.

— Moi le Roi, Moi la Reine.

— Par ordre de Leurs Majestés : Jean Colonna, secrétaire de Leurs Seigneuries le Roi et la Reine.

— Régulièrement donné, Rodrigue : docteur.

— Enregistré : Sébastien de Olano ; Francisco de Madrid, chancelier.

L-2) Litiges agro-pastoraux

L-2-1) Décret n°78-263 du 3 Juillet 1978 fixant les modalités de règlement des litiges agro-pastoraux

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la constitution du 2 Juin 1972 modifiée et complétée par la loi n°75-1 du 9 Mai 1975

VU l'ordonnance n°74-1 du 6 Juillet 1974 fixant le régime foncier modifiée et complétée par celle n°77-1 du 10 Février 1977;

VU le décret n°76-166 du 27 Avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine national,

DECRETE :

ARTICLE 1er.- Lorsqu'elle est appelée à connaître des litiges agro pastoraux, la commission consultative prévue à l'article 12 du décret n°76-166 du 27 Avril 1976 fixant les modalités de gestion du domaine national est composée comme suit:

Président : Le Sous-préfet ou le chef de district ;

Membres : - un représentant du service des domaines : secrétaire ;

-un représentant du Ministère de l'Agriculture ;

-un représentant du Ministère de l'Elevage ;

-un représentant du Cadastre ;

-un chef et deux notables du village intéressé;

-un agriculteur ;

-un éleveur ou le chef des éleveurs (Ardo).

ARTICLE 2.- La commission visée à l'article 1^{er} ci-dessus est chargée notamment :

-d'organiser l'espace rural en zones agricoles et en zones pastorales.

-inscrit le litige à l'ordre du jour de la prochaine session de la commission dont d'élevage en fonction des besoins des populations et des exigences du développement;

-de définir les modalités d'utilisation des zones mixtes. A cet égard, elle détermine l'époque de l'année où, compte tenu des conditions climatiques et du cycle des cultures, l'agriculture et l'élevage peuvent être pratiqués par alternance. Ces zones sont insusceptibles d'appropriation privée ; les exploitations ne peuvent y posséder qu'un droit d'usage saisonnier ;

-d'exercer un contrôle permanent sur le terroir agro-pastoral en vue de s'assurer que les agriculteurs et les éleveurs respectent les délimitations des zones respectives ;

-de régler les litiges agro-pastoraux ;

ARTICLE 3.- Les crédits devant supporter les frais de fonctionnement de la commission susvisée sont inscrits annuellement au budget du ministère chargé des domaines.

ARTICLE 4.- La répartition de l'espace rural et ses modifications subséquentes doivent être homologuées par arrêté du Gouverneur territorialement compétent et portée à la connaissance du public.

ARTICLE 5.- Les délimitations doivent autant que possible tenir compte des limites naturelles. Dans le cas contraire, elles sont matérialisées par les techniciens du cadastre, au moyen de piquets appropriés, distant de 100 mètres l'un de l'autre et fournis par les agriculteurs et les éleveurs concernés.

ARTICLE 6.- Dans les zones d'élevage, le déplacement du bétail d'une zone de pâturage à une autre ou vers des points d'eau, doit se faire uniquement par des couloirs de transhumance comportant une emprise de 25 mètres de part et d'autre des pistes réservées à cet effet.

ARTICLE 7.- (1) Dans les zones d'élevages, tout troupeau doit être accompagné d'un berger.

(2) Dans les zones forestières à vocation agricole, les éleveurs du petit bétail sont tenus de conserver leurs bêtes dans des enclos. Le déplacement du bétail s'y fait uniquement par la voix publique.

ARTICLE 8.- (1) En cas de litige, le président de la commission est saisi par la partie la plus diligente, sans préjudice de poursuites pénales éventuelles, en cas d'infractions.

(2) Le président, après avoir pris connaissance de la requête, nomme immédiatement une sous-commission d'enquête composée d'au moins quatre membres choisis au sein de la commission.

(3) La sous-commission d'enquête dispose de trois(03) jours pour descendre sur le lieu du différend, constater éventuellement les dégâts, en estimer la valeur conformément au barème officiel en vigueur, entendre les parties et déposer son procès-verbal dûment signé des parties au litige.

(4) Après réception des conclusions de la sous-commission d'enquête, le président peut ordonner la communication immédiate en cas d'urgence.

ARTICLE 9.- (1) La commission ne peut délibérer qu'au 2/3 au moins de ses membres présents

(2) Elle se prononce par vote secret, après examen du procès-verbal de la sous-commission d'enquête et auditionne des membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

(3) La décision prise est consignée dans un procès-verbal signé de tous les membres présents. Ledit procès-verbal est rendu exécutoire par arrêté du Préfet territorialement compétent et notifié aux parties au litige avec ampliation aux Ministres chargés des Domaines , de l'Agriculture et de l'élevage.

(4) La décision de la commission est souveraine lorsque cette dernière statue sur une contestation portant sur la délimitation de l'espace rural en zones d'agriculture et en zones d'élevage ou sur l'utilisation de zones mixtes.

ARTICLE 10.- Les informations relatives aux dispositions du présent décret sont punies conformément aux dispositions des articles 317, article 368 alinéa 6 et article 370 alinéa 12 du Code Pénal.